

PRÉFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Orléans, le 3 février 2014

Unité Territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Sociétés SOUFFLET AGRICULTURE

et

MALTERIES FRANCO-BELGES

à

PITHIVIERS LE VIEIL

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 4 avril 2013, messieurs Didier THIERRY et Christophe PASSELANDE, agissant respectivement en qualité de directeur général de la Société par Actions Simplifiée SOUFFLET AGRICULTURE et directeur général de la Société Anonyme MALTERIES FRANCO – BELGES du groupe SOUFFLET, dont les sièges sociaux sont situés Quai du Général Sarraill à NOGENT SUR SEINE (10400), sollicitent l'autorisation de poursuivre l'exploitation conjointe et solidaire d'un complexe céréalier situé lieu-dit « La Malterie » à PITHIVIERS LE VIEIL, dans le cadre de l'extension de la capacité de leurs installations de stockage de céréales ainsi portée à 100 334 m³.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 4 avril 2013 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 16 avril 2013.

Un plan localisant l'installation est joint au présent rapport.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume
2160-2a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ; autres installations que silos plats, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m ³ .	Capacité totale de stockage : 100 334 m ³ <ul style="list-style-type: none"> – 1 silo vertical en béton comportant 16 cellules 2493 m³ et 6 as de carreaux de 621 m³ ; – 1 silo vertical métallique : 3 cellules verticales métalliques cylindriques fermées de 7080 t ; – 1 local à poussières de 80 m³ ; – Silo projeté : 3 cellules verticales métalliques cylindriques fermées de 7080 t.
1172	NC	Dangereux pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques ; la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes.	Volume maximal présent : 0,8 t 4 fûts de traitement d'une capacité unitaire de 200 l.
2260-2b	NC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. Autres installations que celles visées au 1 ; la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 100 kW.	Puissance installée totale : 40 kW
2714	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 ; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	Volume maximal présent : 99 m ³

A (Autorisation) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Pour mémoire, le tableau ci-après répertorie les opérations soumises à déclaration en application de la loi sur l'eau :

Rubrique	Nature de l'activité	Volume	Clt
2.1.5.0.2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	Surface du site : 11,3 ha	D
3.2.3.0	Plan d'eaux permanent ou non pluviales, dont la superficie est inférieure à 0,1 ha.	Réserve incendie : 2 a	NC

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

C'est en Champagne, à NOGENT SUR SEINE, qu'on trouve les racines du Groupe SOUFFLET. L'entreprise SOUFFLET est un groupe agro-industriel qui opère principalement sur deux filières céréalières : l'orge et le blé, tant en France qu'en Europe. Spécialisé dans la première transformation depuis des décennies, c'est un opérateur incontournable sur le marché mondial du malt et l'un des principaux meuniers européens. Il est également présent sur les marchés de première transformation du maïs, complémentaire de l'orge pour les clients brasseurs.

En amont de l'agro-filière, la division SOUFFLET AGRICULTURE du groupe SOUFFLET collecte des céréales (blé, orge, maïs), oléagineux (colza, tournesol) et protéagineux (pois). Dans ses 146 silos implantés au cœur des régions françaises ont transité 4,58 millions de tonnes de produits céréaliers lors de la campagne 2011.

En 2011, le chiffre d'affaires net de cette société s'est élevé à 1 573 000 k€.

Situé lieu-dit « La Malterie », dans sa configuration initiale issue d'une division des installations exploitées jusqu'en 2000 par la société MALTERIES FRANCO – BELGES, le site était composé d'un silo vertical en béton d'environ 50 m de hauteur, construit en 1998.

En 2012, ces installations, exploitées conjointement par les filiales SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES du groupe SOUFFLET, ont fait l'objet d'une première extension, avec la création de 3 cellules métalliques fermées à fond plat, d'une capacité unitaire de 7 080 tonnes. Elles occupent les parcelles référencées n° 31 et 32 de la section YK ainsi que les n° 4, 5, 9 et une partie de la parcelle n° 14 de la section AC, pour une superficie de 90 000 m², dont 9 300 m² imperméabilisés ou couverts par les installations.

Localisé en périphérie de la commune de PITHIVIERS, dans une zone industrielle à caractère agro-alimentaire, le complexe céréalier est délimité :

- par des champs et la route départementale n° 928 au Nord,
- la route départementale n° 726 qui dessert la zone industrielle au Sud,
- les installations de la société MALTERIES FRANCO – BELGES à l'Est et une société de transport à l'Ouest.

Les deux habitations les plus proches sont implantées à 250 m au Sud, puis 380 m à l'Est des installations projetées. Aucun établissement recevant du public (ERP) en activité n'est recensé dans un rayon de 200 mètres du complexe céréalier.

Les activités exercées jusqu'à ce jour par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES au lieu-dit « La Malterie », ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 mai 2012.

1.3. Présentation de la demande

La demande d'autorisation d'exploiter porte sur l'extension de la capacité de stockage de céréales, avec la création de 3 nouvelles cellules métalliques fermées à fond plat, d'une capacité unitaire de 7 080 tonnes. Ces installations, identiques à celles du silo métallique existant, répondent à la définition d'un silo de type vertical (hauteur des parois de stockage supérieure à 10 mètres), et complètent les installations existantes listées ci-après :

- un silo cathédrale en béton comportant 16 cellules cylindriques fermées, suspendues, à fond conique, d'une capacité unitaire de stockage égale à 2 493 m³, réparties sur 2 rangées et dont la hauteur des parois est également supérieure à 10 mètres, ainsi que 6 as de carreaux de capacité unitaire de stockage égale à 621 m³ ;
- une tour de manutention métallique d'une hauteur de 58,40 mètres, comportant 11 niveaux ;
- un bâtiment technique, implanté en retrait des silos, qui abrite : 1 local ventilateur, 1 local compresseur, 1 local électrique, 1 unité de dépoussiérage et 1 zone de stockage de poussières d'un volume de 80 m³ ;
- un silo vertical métallique comportant 3 cellules fermées à fond plat, d'une capacité unitaire de 7 080 tonnes.

Le complexe céréalier des filiales du groupe SOUFFLET est implanté en zone Ula du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de PITHIVIERS LE VIEIL, approuvé le 30 novembre 2011.

Dans cette zone d'activités, déjà en grande partie occupée par plusieurs établissements industriels à caractère agroalimentaire, sont autorisés les établissements industriels, les entreprises artisanales, les entrepôts et les bureaux.

Par ailleurs, l'extension prévue est regroupée avec les cellules existantes, sur la parcelle Est du site. Elle a fait l'objet du permis de construire n° PC0452531200014, accordé le 7 juin 2013.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

L'établissement du groupe SOUFFLET, situé lieu-dit « La Malterie » à PITHIVIERS LE VIEIL, relève actuellement du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 (stockage en vrac de céréales) de la nomenclature des installations classées. Suivant l'article R. 512-33 du code de l'environnement, la modification apportée aux installations existantes a été jugée substantielle.

A ce titre, conformément aux dispositions de l'article R. 512-2 du code de l'environnement, les directeurs des filiales SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES du groupe SOUFFLET ont déposé, le 4 avril 2013, un dossier concernant l'extension des activités de stockage de céréales qu'ils exercent dans cet établissement. Ce dossier a été estimé complet et régulier le 16 avril 2013. Il a fait l'objet des consultations publique et administrative selon les dispositions des articles R. 512-14 à R. 512-17 et R. 512-19 à R. 512-21 du code de l'environnement.

1.5. Maîtrise de l'urbanisation

L'étude de dangers, annexée à la demande d'autorisation d'exploiter du 4 avril 2013, conclut que les risques du site sont acceptables pour le voisinage et l'environnement, maîtrisés par les mesures et barrières de protection et de prévention (techniques, organisationnelles et humaines) adoptées et mises en place par l'exploitant.

Les conséquences des scénarii majorants ainsi que les distances d'éloignement réglementaires forfaitaires visées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales sont désormais circonscrites à l'intérieur des limites de propriété du site appartenant à la société MALTERIE FRANCO – BELGES. Seules les zones exposées aux effets indirects liés aux effets de surpressions de 20 mbar sortent du site et affectent une bande de terres agricoles située à l'Est des installations projetées.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 13 juin 2013 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis de l'autorité environnementale, joint au dossier lors de l'enquête publique, conclut que « Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.

Les impacts sont bien identifiés et bien traités. Le dossier prend bien en compte, pour ce qui concerne l'extension, les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires de l'installation sur l'environnement, pour l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Toutefois, l'autorité environnementale recommande que l'analyse des risques sanitaires intègre l'ensemble des installations déjà présente sur le site, et non uniquement les rejets atmosphériques des silos.

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière précise les mesures pour supprimer et réduire les incidences liées au fonctionnement de l'installation.

Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels de l'installation ».

2.2. Enquête publique

L'arrêté préfectoral du 21 mai 2013 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES. La consultation publique s'est déroulée du 24 juin au 29 juillet 2013 inclus, sur le territoire de BOUZONVILLE EN BEAUCE, BONDAROY, DADONVILLE et PITHIVIERS communes situées dans le périmètre d'affichage de 3 kilomètres de l'installation classée, et PITHIVIERS LE VIEIL, commune d'implantation de l'installation. Il est à noter que du fait de son statut de commune associée à PITHIVIERS LE VIEIL, la commune de BOUZONVILLE EN BEAUCE n'est concernée que par l'affichage de l'avis d'enquête publique.

La consultation publique n'a suscité aucune observation de la part des riverains concernés par le projet. Seules deux personnes ont consulté le dossier lors des permanences du commissaire enquêteur. Toutefois, cette consultation a donné lieu à la formulation d'une interrogation concernant les conditions d'accès aux installations, non retranscrite sous forme d'observation.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur, après avoir considéré le respect des dispositions réglementaires relatives aux enquêtes publiques, l'absence d'observation à l'occasion de l'enquête publique précitée qui s'est déroulée du 24 juin au 29 juillet 2013 inclus, les mesures adoptées et prévues dans le cadre du projet, émet un avis favorable à la demande des sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES en vue de :

- l'extension de la capacité de l'installation de stockage de céréales,
- la poursuite de l'exploitation conjointe et solidaire du complexe céréalier implanté au lieu-dit « La Malterie » à PITHIVIERS LE VIEIL.

Cet avis favorable est assorti de réserves relatives :

1. à l'appréciation, par les services compétents des délais de mise en œuvre effective des dispositions prévues pour la gestion des eaux sur le site et de la compatibilité de ces délais avec l'autorisation demandée ;
2. à la souscription avec le propriétaire (ainsi que l'exploitant agricole, s'il y a lieu) d'une convention prenant en compte l'éventualité de surpressions de 20 et 50 mbar.

Le premier point concerne plus particulièrement la gestion des eaux du site voisin exploité par la société MALTERIES FRANCO-BELGES, avec la sécurisation du fonctionnement de sa station d'épuration et la mise en place d'un bassin de retenue commun aux deux sites. La fin des travaux en cours de réalisation relatifs à la mise en œuvre de ce bassin et à la gestion des eaux pluviales est prévu fin avril 2014.

S'agissant des terrains impactés par les effets de surpression résultant d'une explosion de poussière au sein d'une des composantes de l'extension, la société SOUFFLET AGRICULTURE a signé le 16 décembre 2013 une promesse de vente souscrite auprès des trois propriétaires de la parcelle cadastrée YK 31, afin de disposer de la maîtrise foncière des terrains situés dans les zones d'aléas technologiques présentées par ses activités.

Par ailleurs, pour répondre à l'interrogation concernant l'accès aux installations, formulée par un riverain au commissaire enquêteur, en application de l'article 7.3.1.1 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, les échelles et les escaliers extérieurs qui desservent les différents niveaux des installations, devront être équipés de dispositifs de protection anti-intrusion.

2.4. Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de DADONVILLE a émis le 4 juillet 2013 un avis favorable.

Les conseils municipaux de BOUZONVILLE EN BEAUCE, BONDAROY, DADONVILLE, PITHIVIERS et PITHIVIERS LE VIEIL n'ont pas émis d'avis, à ce jour.

2.5. Contribution des services et organismes consultés

2.5.1. En application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement

Dates	Services	Avis	Réponse de l'exploitant
29/04/2013	INAO	L'activité projetée n'a aucune incidence sur les IGP concernés.	Sans objet

2.5.2. En application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement

Dates	Services	Observations	Réponse de l'exploitant
21/05/2013 03/07/2013	DDT-SEEF	Le bassin destiné à la sécurisation des rejets aqueux en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration (départs de boues) assure un autre usage, incompatible a priori avec celui de bassin de finition. Or, il est indispensable de disposer d'un ouvrage tertiaire après la station d'épuration. Les précisions apportées par le pétitionnaire, le 26 juin 2013, permettent de lever l'observation précitée.	Le 26 juin 2013
21/05/2013	SDIS	<ul style="list-style-type: none">– les engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage doivent pouvoir accéder au site par une voie carrossable répondant à des caractéristiques définies ;– le site doit disposer d'une réserve incendie de 120 m³ associée à une aire de stationnement dédiée située à au moins 1,5 fois la hauteur des silos et en dehors des zones d'effets de surpression de 50 mbar soient aménagées avant la mise en service de l'extension ;– le bassin précité doit être équipé d'une vanne d'isolement par rapport au réseau public, actionnable en toutes circonstances (y compris en l'absence d'énergie électrique) ;– l'emplacement de l'ensemble des organes de coupures des fluides et des énergies doit être communiqué au SDIS ;– le plan d'intervention, les consignes particulières et les fiches de données de sécurité des produits doivent être transmis au SDIS, avant la mise en service de l'extension.	Sans objet
28/05/2013	SIRACEDPC	Observation complétée le 28 septembre 2013 et assortie de recommandations concernant soit l'acquisition des parcelles de terrains affectées par les effets de surpression de 50 mbar, soit la souscription d'une convention de droit privé avec les propriétaires de ces terrains aux fins de limiter la présence de personnes et de biens dans ce périmètre.	Le 09/01/2014

2.6. Avis des CHSCT

Les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail des sociétés MALTERIES FRANCO-BELGES et SOUFFLET AGRICULTURE ont émis, en séance respectivement des 22 et 24 septembre 2014, un avis favorable au projet d'extension des installations de stockage en vrac de céréales du complexe céréalier implanté au lieu-dit « La Malterie » à PITHIVIERS LE VIEIL, après avoir pris connaissance des conclusions du commissaire enquêteur.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par les pétitionnaires, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

3.1.1. Les milieux naturels

Le site est implanté en dehors de toute zone protégée telle que ZNIEFF, ZICO, ZPS, SIC et site naturel classé. Les installations existantes et projetées sont situées à 1,1 kilomètre au Nord de la zone Natura 2000 « Vallée de l'Essonne et vallons voisins ». Ces installations ne sont pas à l'origine de rejet susceptible d'avoir un impact sur une zone naturelle ; il n'y a donc aucune incidence sur cette zone Natura 2000 ainsi que des 2 ZNIEFF de type 2 recensées à proximité.

3.1.2. Le contexte paysager

Le site est existant et situé dans un environnement rural, à caractère industriel. Aucun monument historique n'est recensé à proximité.

Compte tenu de l'impact visuel généré notamment par les capacités de stockage de céréales existantes et projetées, le pétitionnaire s'est engagé à réaliser une insertion paysagère comprenant notamment aux abords du silo, la création :

- d'un merlon de terre paysager à l'Ouest du silo, pour tenter de limiter l'impact visuel ;
- le maintien d'une zone arbustive dans les parties Ouest et Nord du site.

Ces aménagements paysagers, prescrits à l'article 2.3.2 du projet d'arrêté annexé au présent rapport, devront être suivis d'un entretien des plantations et d'un renouvellement, si nécessaire.

3.1.3. L'eau

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux domestiques ou eaux vannes ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

3.1.4. Consommation

L'alimentation en eau se fait à partir de la distribution publique de la commune de PITHIVIERS LE VIEIL. Un clapet anti-retour, permettant d'éviter tout retour d'eau dans le réseau, est installé. L'eau potable est utilisée uniquement pour les besoins du personnel, pour l'entretien des locaux. La consommation annuelle d'eau est estimée à 30 m³.

3.1.5. Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Conformément à l'article 4.3.9 du projet d'arrêté annexé au présent rapport, l'installation d'Assainissement Non Collectif (ANC) doit disposer d'aménagements permettant le contrôle périodique réglementaire des équipements et de leur bon fonctionnement.

3.1.6. Eaux usées

Dans le cadre de l'activité de négoce et de stockage de céréales, l'exploitation ne génère pas d'eau usée liée à un procédé de fabrication.

3.1.7. Eaux pluviales

Les réseaux de collecte des eaux pluviales issues des toitures ainsi que celles de ruissellement des voiries et surfaces étanchées, susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction), sont raccordés au bassin d'orage et de retenue implanté sur le site de la société MALTERIES FRANCO-BELGES. Les eaux de ce bassin étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2940 m³, sont rejetées dans la rivière l'Oeuf, après traitement.

L'étude d'incidence de ces rejets dans l'Oeuf, réalisée par ANTEA, conclut à l'absence d'impact. Seul un risque de déclassement très ponctuel de ce cours d'eau vis-à-vis du bon état écologique est mis en évidence, pour les paramètres phosphore total, DCO et DBO₅, du fait de la station d'épuration de la société MALTERIES FRANCO-BELGES, en situation d'étiage et par temps sec.

En cas de sinistre, la vidange du bassin de retenue suit les principes imposés par l'article 4.3.10 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Selon les dispositions visées à l'article 4.3.11 du projet d'arrêté précité, l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-après définies :

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
MES	30
DBO5	25
DCO	90
HCT	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de : 9 300 m².

3.1.8. L'air

Les émissions de poussières sont dues à la manutention des céréales lors des phases de réception, d'ensilage, de travail du grain et d'expédition.

Les appareils de manutention des 2 silos sont, pour la plupart, de type fermé (élévateurs, transporteurs à chaîne), et équipés au niveau de chaque jetée de dispositifs d'aspiration raccordés à une installation de dépoussiérage dotée d'un filtre à manches. Par ailleurs, les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée.

En application des dispositions des articles 3.1.4 et 3.1.5 du projet d'arrêté précité, toutes précautions doivent être prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement. Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant doit prendre les dispositions utiles pour limiter la formation et l'envol de poussières.

D'autre part, ce complexe céréalier ne comporte pas d'installation de séchage de céréales.

3.1.9. Le bruit

Les sources sonores engendrées par l'activité de stockage de céréales sont issues essentiellement de la circulation des camions, des équipements des installations de ventilation des céréales.

La campagne de mesures menée les 23 et 24 juillet 2012 a conduit à mettre en évidence des niveaux non conformes à ceux définis par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, en période nocturne (61 dBA pour une VLE fixée à 60 dBA) et une émergence de 4,5 et 6,5 dBA, pour 3dBA d'émergence réglementaire.

L'exploitant s'est engagé à modifier les silencieux des filtres identifiés à l'origine de ces dépassements. En application des dispositions de l'article 8.2.5 du projet d'arrêté annexé au présent rapport, une mesure de la situation acoustique devra être effectuée avant le 31 décembre 2014, durant une période d'activité intense, puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Cette première évaluation suivant la mise en service de l'extension permettra de vérifier l'efficacité des mesures adoptées par l'exploitant pour supprimer les dépassements des niveaux sonores réglementaires constatés les 23 et 24 juillet 2012.

3.1.10. Les déchets

Les principaux déchets générés par l'activité sont constitués des boues provenant du dispositif de traitement des eaux pluviales de ruissellement, de l'installation d'Assainissement Non Collectif, et les poussières issues notamment du système de dépoussiérage.

L'ensemble des déchets produits par le site est soit valorisé lorsque cela est possible, soit éliminé vers des filières autorisées.

3.1.11. Le trafic

L'approvisionnement et l'expédition des marchandises se font par voie routière. Le flux de ce trafic est estimé à maximum 109 véhicules par jour (+ 30% par rapport à la situation actuelle), soit 1,7% du trafic global des véhicules circulant sur la route départementale RD2152.

Toutefois, il n'y a pas d'activité de nuit et les week-ends, à l'exception des périodes de collecte (5 à 6 semaines par an). De plus, les centres des communes de PITHIVIERS et PITHIVIERS LE VIEIL ne sont pas traversés par les camions qui viennent sur le site, puisque l'accès s'effectue par les axes routiers contournant la ville.

3.1.12. L'évaluation des risques sanitaires

L'analyse des risques sanitaires est menée selon la méthodologie définie par la circulaire de la Direction Générale de la Santé du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation. Elle est cohérente avec les activités projetées et l'environnement humain.

L'exploitation projetée ne présente pas d'enjeu important, ni pour la qualité de l'eau distribuée, ni pour la santé des populations potentiellement exposées.

3.1.13. Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement seront respectées avec notamment la mise en sécurité du site ainsi que l'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site. L'exploitant indique que le site sera remis en état pour un usage compatible avec les documents d'urbanisme (PLU approuvé le 30 novembre 2011) en vigueur au jour du dépôt de sa demande d'autorisation d'exploiter, à savoir : industriel, artisanal, entrepôts ou bureaux, suivant le règlement associé à la zone UI en vigueur le 4 avril 2013.

3.1.14. Les risques

L'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation d'exploiter du 4 avril 2013 a notamment été réalisée conformément aux dispositions des arrêtés ministériels du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales et du 29 septembre 2005¹ relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Dans ce cadre, les dangers et les risques dus à l'extension ont été identifiés, étudiés et les conséquences sur le voisinage ont été évaluées, sous la responsabilité de l'exploitant, avec l'aide de la société PINGAT.

Les risques ainsi retenus et développés sont en relation avec l'explosion de poussières de céréales liée au stockage et à la manutention. Un scénario majeur a été retenu : l'empoussièrément et la présence d'une source d'ignition conduisant à l'explosion d'une cellule métallique, composante de l'extension.

¹ Selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :

- zone 200 mbar : seuil des effets létaux significatifs;
- zone 140 mbar : seuil des premiers effets létaux;
- zone 50 mbar : seuils des effets irréversibles;
- zone 20 mbar : seuils des effets indirects par bris de vitre.

L'évaluation des surpressions pour une explosion primaire dans les capacités de stockage de céréales, dans la galerie sous cellules ainsi qu'au niveau de la fosse de l'élévateur du silo métal a été réalisée par modélisation, selon les préconisations de l'INERIS, dans le guide de l'état de l'art sur les silos.

Les distances des zones liées aux surpressions ainsi déterminées sont les suivantes :

- surpressions de 200 mbar : non atteintes pour les cellules et la fosse d'élévateur, 14 m pour la galerie sous cellules ;
- surpressions de 140 mbar : non atteintes pour les cellules et la fosse d'élévateur, 22 m pour la galerie sous cellules ;
- surpressions de 50 mbar : 18 m concernant la fosse de l'élévateur, 48 m pour la galerie sous cellules et 68 m pour les cellules ;
- surpressions de 20 mbar : 36 m concernant la fosse de l'élévateur, 97 m pour la galerie sous cellules et 143 m pour les cellules.

Suite à l'acquisition des terrains impactés par les effets de surpression résultant d'une explosion de poussière au sein d'une des composantes de l'extension, aucune cible n'est atteinte et les zones impactées par les effets irréversibles sont désormais situées dans les limites de propriété du site appartenant soit à la société SOUFFLET AGRICULTURE, soit à la société MALTERIES FRANCO-BELGES.

Seuls les effets de surpression de 20 mbar sortent des limites de propriété pour toucher : la route départementale RD 726, le chemin Saint Mathieu ainsi qu'une partie du terrain agricole connexe à la nouvelle limite de propriété Ouest du site.

Les distances d'ensevelissement pour l'ensemble des cellules du silo métal ont également été dimensionnées. Ces distances, de l'ordre de 30 m, restent dans les limites de propriété du site. Elles atteignent les cellules existantes, sans générer d'effet domino.

En conclusion, les effets de surpression en cas d'explosion dans le silo métal ou d'ensevelissement en cas de rupture de paroi des cellules n'auraient pas de conséquences significatives pour l'environnement immédiat du site.

Les accidents dans les silos nécessitent le plus souvent l'intervention des services de secours et d'incendie dans des conditions très difficiles (notamment dans le cas de risque d'explosions, d'intervention lourde et longue lorsque des cellules doivent être vidées...). Des périmètres de sécurité, des interruptions de trafic, voire des évacuations de voisinage par crainte des projections ou des effets de surpression en cas d'explosion, sont parfois mis en œuvre.

Afin de faciliter l'action des services qui interviennent lors des sinistres, l'établissement des procédures d'intervention est une mesure qui concerne désormais l'ensemble du parc français des silos autorisés, quels que soient les risques liés à ces installations. En particulier, le plan des installations indiquant la nature des phénomènes dangereux (par exemple : incendie, explosion d'un équipement) pouvant survenir constitue un outil primordial dans le cadre de la gestion des situations d'urgence. Ces dispositions réglementaires, issues de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié sont reprises aux articles 7.2.2 et 7.7.5 du projet d'arrêté joint au présent rapport. L'exploitant doit communiquer aux services de secours ces procédures actualisées en réponse à l'avis du 21 mai 2013 du SDIS du Loiret.

Par ailleurs, la société SOUFFLET AGRICULTURE doit actualiser, dans un délai de 3 mois et en collaboration avec la société MALTERIES FRANCO-BELGES, Le Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans les études de dangers de leurs installations.

S'agissant des risques de pollution des eaux de surfaces ou des sols, tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention adaptée à la nature et au volume du produit stocké.

3.1.15. L'impact sur l'urbanisme

Pour renforcer les mesures adoptées par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES dans le cadre de la maîtrise foncière à retenir autour de leurs installations, l'inspection des installations classées a rédigé un rapport d'information sur les risques industriels concernant en particulier les phénomènes dangereux liés aux silos de stockage en vrac de céréales de l'établissement.

Ce rapport a vocation à être intégré au "porter à connaissance risques technologiques" qui devra être adressé à monsieur le maire de la commune de PITHIVIERS LE VIEIL, pour qu'il puisse agir au niveau des documents d'urbanisme en vigueur et en tenir compte dans les autres décisions qui relèvent de ses responsabilités (permis de construire, ZAC, aménagement des voies de circulation...).

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Pour les terrains concernés par les périmètres des zones de surpression de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminés dans l'étude de dangers en cas d'explosion dans les silos, ainsi que pour les terrains concernés par les distances d'éloignement forfaitaires définies à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, en application de l'article 1.5.3 du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES doivent conserver la maîtrise foncière acquise à la date de notification de ce même arrêté.

Les prescriptions du projet d'arrêté annexé au présent rapport sont applicables à sa notification à l'exception des dispositions suivantes :

Article	Objet	Échéance
7.3.4.	Protection foudre du silo métal.	Avant la mise en service de l'extension
7.7.5.	L'exploitant communique aux services de secours ses procédures actualisées en réponse à l'avis du 21 mai 2013 du SDIS du Loiret.	Avant la mise en service de l'extension
7.7.5.2	Mise en place d'un P.O.I. commun aux établissements SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES du groupe SOUFFLET.	3 mois à notification du présent arrêté
8.2.5	Mesures de situation acoustique.	31 décembre 2014

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

La consultation publique n'a pas fait apparaître de remarque et d'inquiétude chez les riverains proches de ce site en activité.

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à l'extension des activités exercées par les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Par ailleurs, l'ensemble des mesures prises par les pétitionnaires ainsi que les observations et demandes formulées au cours de l'instruction sont repris dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que les pétitionnaires ont prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences. Aussi, les mesures envisagées par les pétitionnaires dans leur dossier de demande d'autorisation sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

5.CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et des avis formulés, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par la société SOUFFLET AGRICULTURE et MALTERIES FRANCO-BELGES, sur leur site d'implantation de PITHIVIERS LE VIEIL.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Loiret d'autoriser l'activité prévue par les demandeurs, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R. 512-25 du code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques est consulté sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet de la région Centre, préfet du Loiret – Direction Départementale de la Protection des Populations – S. E. I. – 45042 ORLEANS CEDEX.

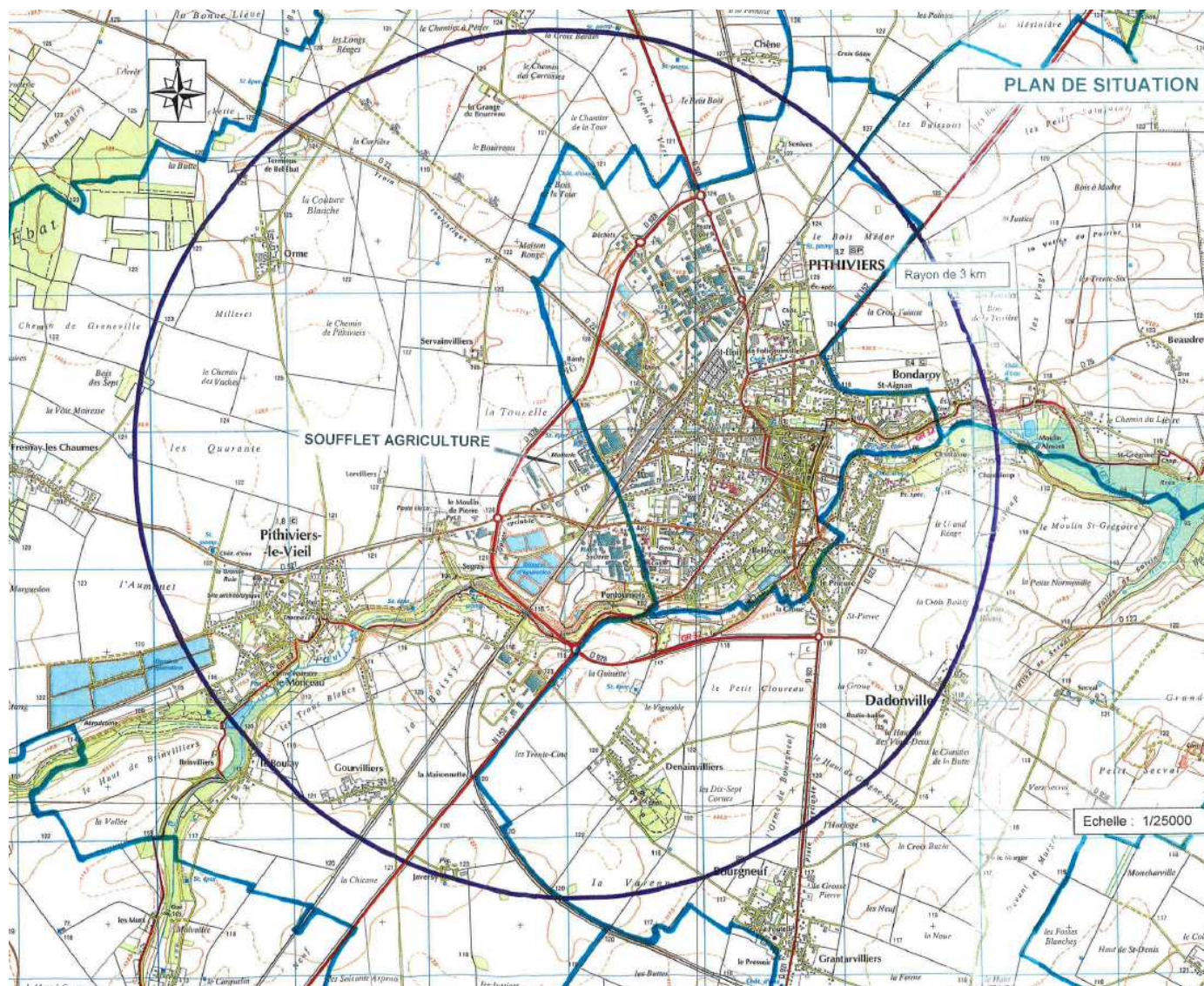
Pour le directeur,

Signé

copie à : DREAL Centre SEIR

ANNEXE 1

Plan de situation



ANNEXE 2 – Plan de masse

